

ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
Occupation au domaine public
Par un poids lourd de 19 Tonnes
205 RUE DU GENERAL DE GAULLE
VENDREDI 7 ET MERCREDI 12 NOVEMBRE 2025

Le Maire de la commune de Vaux-sur-Seine,

Vu la loi n°82.213 du mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-2 ;

Vu le Code de la Route en vigueur et notamment les articles R.411-1 à R.411-9 sur les pouvoirs de police et de circulation, les articles R.417-1 à R.417-13 sur les arrêts et stationnements, les articles R.411-17 à R.411-24 sur les interdictions et les restrictions de circulation et les articles R.325-1 à R.325-46 sur les immobilisations et mises en fourrière ;

Vu le Code Pénal, notamment l'article R610-5 ;

Vu l'arrêté permanent général réglementant la circulation et le stationnement de la commune de Vaux-sur-Seine, portant le numéro 28/2023, en date du 23 février 2023 ;

Vu la délibération du conseil municipal, en date du 11 octobre 2022, relatif à la mise en place des tarifs d'occupation du domaine public ;

Considérant la demande de Monsieur Nicolas THUARD, représentant de la société Daniel Moquet, SIRET N°478.022.304.00032, ceci en vue d'une livraison de matériaux au 205 rue du Général de Gaulle à Vaux-sur-Seine (78), avec un poids-lourd de 19 tonnes ;

Considérant qu'il est nécessaire, pour le bon déroulement de l'intervention, d'autoriser temporairement le véhicule désigné ci-dessus à stationner au droit de l'adresse précitée ;

ARRETE

Article 1 :

Le véhicule de livraison est autorisé à stationner sur les emplacements matérialisés entre les 205 et 207 rue du Général de Gaulle le temps de l'intervention, et ce, tout en préservant la sécurité des usagers.

Article 2 :

Une déviation pour les piétons sera mise en place si nécessaire par le transporteur le temps de l'intervention, ceci à l'aide d'une signalisation adéquate.

En cas d'empiètement sur la chaussée, un alternat de la circulation sera effectué à l'aide d'homme trafic ou de feux tricolores de chantier, ceci afin de prévenir tout incident ou accident.

Article 3 :

Les services de police devront prendre toutes les mesures nécessaires quant à la bonne exécution de cet arrêté.

Article 4 :

La bénéficiaire devra s'acquitter d'une **redevance** d'un montant fixé à 35 € par jour pour ladite livraison et pour l'occupation du domaine public, soit 2 jours, le total s'élevant à **70 €**, et ce, dès réception de l'avis de paiement émis par le trésor public.

Article 5 :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera sanctionnée selon la réglementation en vigueur.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté est adressé à :

- Monsieur le Commissaire, chef de la circonscription des Mureaux
- Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Vaux-sur-Seine
- Madame la Responsable du service de Police municipale de Vaux-sur-Seine
- Monsieur Nicolas THUARD, le demandeur

Chacun est chargé en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté.

Article 7 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification, de son affichage ou de sa publication.

Fait à Vaux-sur-Seine, le 27 octobre 2025

Le Maire,
Jean-Claude BRÉARD

